

Grâce au saint protecteur, la fontaine magique se trouvait intégrée au système chrétien officiel. Cette intégration s'opérait aussi par beaucoup d'autres moyens, par exemple, l'insertion des pratiques dans le calendrier liturgique — spécialement la nuit de la Saint-Jean — la construction de chapelles, la présence du clergé, etc.

Brigitte Caulier décrit concrètement le déplacement des usagers, véritable pèlerinage; leur comportement silencieux et grave; les processions et circumambulations une fois rendus sur les lieux; l'ostension de la statue; l'ablution et l'ingurgitation de l'eau; la présentation d'offrandes et d'ex-voto; les repas conviviaux après coup. On était sorti de l'ordre quotidien et profane, on y faisait ensuite retour.

Le lecteur se demande si la dévotion des Français aux fontaines magiques s'étend bien jusqu'à nos jours. Connaissant Lourdes et ses pèlerinages, il a déjà un élément de réponse. Il pourrait penser cependant que Lourdes est l'exception qui confirme la règle. Brigitte Caulier voit effectivement dans Lourdes un « témoignage direct de la constitution d'un pèlerinage par le peuple... » (142), malgré la prise de contrôle et l'encadrement du clergé. Elle croit, d'autre part, ou plutôt elle sait — chaque ligne de son texte est fondée sur une observation ou un document — que le recours thérapeutique aux fontaines demeure encore vivant dans les campagnes.

Roger Lapointe
Université d'Ottawa

Walter D. Connor — *Socialism's Dilemmas: State and Society in the Soviet Bloc*. New York : Columbia University Press, 1988, x, 299 p.

Ce livre regroupe une série de onze articles dont neuf ont été publiés durant les années 1970-1980. Le thème commun, clairement résumé dans le titre de cet ouvrage, aborde sous des angles divers une question fondamentale : comment le socialisme de type soviétique peut-il établir des rapports viables entre État et Société ? Le défi n'est pas mince si l'on considère simplement l'impact qu'a eu le processus de modernisation en Union soviétique après 1917, et en Europe centrale après 1945. Toute rupture violente du tissu social ne peut pas ne pas avoir des répercussions sur le plan politique. Aux efforts de gouvernements communistes en vue de stabiliser — et ultimement de légitimer — leur pouvoir s'opposent l'émergence et la cristallisation de facteurs socio-économiques qui limitent ou même, en évoquant le spectre d'une crise du régime, empêchent une telle stabilisation.

D'après l'auteur, sociologue et politicologue de formation, les résultats d'une telle confrontation varient d'un espace géographique à l'autre. Ainsi, en Union soviétique, le mouvement de dissidence — politique, ethnique et religieuse — et la classe ouvrière, grogneuse à l'occasion mais fondamentalement sans véritable conscience de classe, ne constituent pas une menace sérieuse à la stabilité du régime communiste en place; non seulement ce dernier bénéficie-t-il d'une tradition d'« apoliticality » (54) des masses plus que séculaire et d'un solide support institutionnel, mais le phénomène même de la dissidence est naturellement inhérent à

une société de plus en plus complexe et en voie de modernisation rapide, et ce, en raison de la

persistent reliance by the regime on (...) 'command-centralist' modes of integrating the differentiated segments of society in the face of rising demands for autonomy on the part of these segments (44).

Par contre, le caractère et l'ampleur des tensions en Europe centrale laissent entrevoir une déstabilisation du pouvoir établi. Connor en veut pour preuve le mécontentement de la seconde génération d'intellectuels et d'ouvriers qui, à la différence de leurs pères (anciens paysans pour plusieurs), ne bénéficient plus maintenant d'une amélioration de leur niveau de vie, ou encore, des possibilités d'avancement, voire de carrière, que la mobilité et la fluidité nouvelles de ces sociétés, restructurées selon un modèle stalinien bien défini, offraient jadis, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Tout en reconnaissant que les intellectuels et les ouvriers ont des préoccupations et des intérêts fort différents, et par moments contradictoires (politiques chez les premiers, économiques chez les seconds), l'auteur n'exclut pas tout à fait la possibilité d'un rapprochement entre ces deux entités sociales, surtout si les premiers parviennent par leur engagement concret en faveur de la classe ouvrière à lui faire réaliser progressivement qu'il existe un écart, voire un gouffre, entre la théorie et la pratique, entre son existence en tant que classe sociale légitimant en dernier ressort le régime communiste et le non-respect par ce même régime du contrat social au nom duquel elle a renoncé à une grande partie de ses libertés fondamentales.

La rapidité et l'ampleur des changements survenus en Europe de l'Est depuis la parution de cet ouvrage confèrent à ce dernier une valeur surtout historiographique. Ainsi, tout le premier chapitre (*State, Society, and the Soviet Model*), écrit spécialement pour ce livre et dans lequel l'auteur établit les fondements idéologiques de son étude, s'articule autour du concept d'une « continued dominance of state over economy and society » (23). L'irrésistible vague révolutionnaire de l'automne 1989 a indéniablement emporté une telle conception de l'État ! Néanmoins, la qualité et l'originalité de la recherche, la richesse et la densité du texte, la finesse des analyses, le caractère très nuancé des jugements portés et, surtout, la grande intuition de l'auteur qui, en dépit de tout, décèle dans ces sociétés des ferments de rébellion — ainsi, lorsqu'il met en parallèle le net ralentissement économique des années 1980 et le fait que (i) it is the welfare state aspects of socialism and not its Marxist-Leninist elements that are the fundament of its general acceptance throughout Eastern Europe (218) — confèrent à ce livre d'indéniables qualités.

Jean-Guy Lalande
St. Francis Xavier University
